

<http://www.mediapart.fr/journal/international/181214/cuba-barack-obama-fait-le-choix-du-pragmatisme?onglet=full>



Cuba: Barack Obama fait le choix du pragmatisme

18 DÉCEMBRE 2014 | PAR [THOMAS CANTALOUBE](#)

En annonçant la « normalisation » des relations entre les États-Unis et Cuba, le président américain ne fait rien d'autre que ce qu'il a fait depuis le début de son double mandat. Il applique une politique pragmatique à forte portée symbolique – mettre fin à 50 ans politique bornée –, mais à faible coût politique. Il renforce ainsi le clivage démocrates-républicains et espère voir de tels choix rejailir de manière étincelante sur son bilan.

Peu de dirigeants politiques illustrent aussi bien l'adage « *Faire campagne en vers, gouverner en prose* » que Barack Obama. Et la décision qu'il a annoncée, mercredi 17 décembre 2014, de normaliser les relations entre Washington et La Havane s'inscrit parfaitement dans cette approche de la politique. Si le symbole de la « normalisation » entre les États-Unis et Cuba, après plus de cinquante années de glaciation et d'agressions, est très fort, il s'agit néanmoins d'un choix purement pragmatique de la part du président américain.

Dans son annonce télévisée, Barack Obama n'a pas justifié son choix d'ouverture dans les termes habituellement utilisés par les personnalités politiques américaines de « *mettre fin à la dictature* », ou « *d'apporter la liberté au peuple cubain* ». Au contraire, il a choisi de critiquer cinq décennies de politiques américaines : « *Nous allons mettre fin à une approche dépassée qui, pendant plusieurs décennies, n'est pas parvenue à faire avancer nos intérêts. (...) Les Américains, pas plus que les Cubains, ne bénéficient d'une politique rigide enracinée dans des événements qui se sont produits avant que la plupart d'entre nous ne soyons nés. Notez que nous avons des relations avec la Chine depuis 35 ans – un pays bien plus important lui aussi gouverné par un parti communiste. Il y a plus de vingt ans, nous avons rétabli des relations avec le Viêtnam, alors que nous y avons mené une guerre qui a tué plus de soldats américains que n'importe quel autre conflit de la guerre froide.* »

S'il faut reconnaître à Obama l'audace d'avoir enfin mis fin à une politique bornée et, comme il le dit lui-même, parfaitement improductive, le reste de sa décision s'appuie sur une lecture pragmatique des événements politiques.

- **Les changements démographiques**

Avant l'arrivée des premiers exilés cubains dans les années 1960, Miami était une petite cité provinciale sans envergure. Aujourd'hui, c'est une mégalopole de premier ordre aux États-Unis, mais aussi pour le continent sud-américain qui s'en sert de « *hub* ». Cette transformation géographique s'est également accompagnée d'une transformation électorale : la politique cubaine, menée par des exilés anti-castristes, s'est insérée dans la politique américaine, et la Floride a occupé une place capitale sur l'échiquier électoral américain pendant un demi-siècle. Aucun homme politique avec des ambitions au niveau national ne pouvait se passer des voix des électeurs cubano-américains de Floride, ni lutter contre la machine médiatique mise en place par les élus d'origine cubaine.

Résultat : tous les candidats à la présidence des États-Unis ou à des postes importants au Congrès ou dans l'administration devaient passer sous les fourches Caudines de la politique réactionnaire d'une

poignée d'anciens exilés cubains, et se prononcer en faveur de l'embargo et du maintien de l'isolement de l'île.



Les "vieilles américaines" continueront-elles à sillonner Cuba ? (La Havane, août 2007) © Thomas Cantaloube

Les choses ont commencé à changer – lentement – au début des années 2000. Les nouveaux « *balseros* » cubains n'avaient connu que le régime de Castro et, s'ils ne l'aimaient pas particulièrement, ils ne le considéraient pas non plus comme une abomination, juste comme un échec politico-historique. Tous ces nouveaux arrivants ont également commencé à faire changer d'avis un certain nombre de vieux exilés, bien forcés de constater l'inanité de

l'embargo.

Ce changement démographique au sein de la communauté cubaine a accompagné les autres bouleversements démographiques aux États-Unis. L'un mécanique : le passage des ans renvoie la guerre froide au statut d'antiquité et les jeunes Américains ne se sentent plus concernés par ce combat qui a défini la politique dans leur pays pendant tant d'années. Le second concerne l'hispanisation de la société américaine : les immigrés d'origine cubaine représentent une part de plus en plus faible par rapport à ceux d'origine mexicaine, salvadorienne, etc. La primauté des intérêts « cubains » s'en est trouvée diluée.

• **Le jeu politique et la perspective de 2016**

Obama le prosaïque sait qu'on ne lutte pas contre la démographie et qu'il vaut mieux surfer sur cette vague plutôt que de tenter d'y résister. Il a aussi compris qu'il avait tout intérêt à s'emparer de ces changements pour des raisons électoralistes.

Barack Obama a remporté deux fois l'État de Floride lors des présidentielles de 2008 et 2012, y compris la majorité des voix des Cubano-Américains, alors qu'il avait été l'une des rares personnalités politiques à déclarer publiquement qu'il était en faveur de la levée de l'embargo, et qu'il affrontait des adversaires (McCain, Romney) qui défendaient son maintien.

Une grande enquête réalisée cette année par l'Université de Floride vient confirmer ces bouleversements : 52 % des Cubano-Américains sont favorables à la levée de l'embargo et 68 % sont favorables au rétablissement de liens diplomatiques. Dans le détail de l'enquête, il apparaît clairement que plus les sondés sont jeunes, plus ils sont favorables à ces mesures.

Le sens de l'histoire

Un animal politique comme Hillary Clinton ne s'y est pas trompé. Alors qu'en 2007, elle appuyait toujours le maintien de l'embargo, sa position a évolué depuis. Dans ses mémoires, publiées à l'été 2014, elle plaide pour une normalisation des relations avec Cuba, et elle a donc approuvé la décision d'Obama. Le fait qu'elle puisse être la candidate des démocrates en 2016 n'est pas anodin.

La position à l'égard de Cuba est désormais une ligne de fracture (une de plus) entre démocrates et républicains. Autant la quasi-totalité des progressistes soutient l'ouverture à l'égard de l'île, autant les

représentants du *Grand Old Party* y restent très majoritairement défavorables. Hasard du calendrier (?), l'ancien gouverneur conservateur de Floride et « *le frère et fils de* », Jeb Bush, a annoncé en début de semaine qu'il envisageait de se présenter à la présidence en 2016. Il est, lui, pour le maintien de l'embargo et s'est exprimé contre le changement décidé par Obama.

Pourtant, même chez les républicains, l'attitude n'est plus aussi monolithique. Un petit nombre de sénateurs et de représentants conservateurs militent, depuis des années, pour la levée de l'embargo, souvent pour une raison très terre à terre : ils sont élus, pour la plupart, de régions agricoles et ils aimeraient bien pouvoir exporter leurs denrées alimentaires vers Cuba. De même, la Chambre de commerce, bastion conservateur s'il en est, qui s'est opposée à presque toutes les politiques d'Obama depuis six ans, a approuvé l'ouverture de mercredi à l'égard de Cuba.



Obama au téléphone avec Raul Castro mardi 16 décembre.
© Pete Souza / Maison-Blanche

En rétablissant des relations diplomatiques avec Cuba – tout en laissant l'embargo en place car seul le Congrès peut le lever –, Obama sait qu'il se positionne, lui et le parti démocrate dans le sens de l'histoire et des évolutions démographiques de l'électorat américain. Dans le même temps, il s'offre le luxe de souligner la ringardise des républicains et il insère un coin dans leurs divisions.

- **Obama prépare sa place dans l'histoire**

Depuis novembre 2014, Barack Obama est libre de tout engagement électoral : il n'a plus d'élection à remporter. Comme tous les présidents américains avant lui, il commence donc à songer aux traces qu'il laissera dans les manuels scolaires, et à la manière dont il sera évalué par les historiens au regard des espoirs qu'il avait soulevés. L'homme qui fut longtemps son conseiller le plus proche, David Axelrod, dit exactement cela dans le *New York Times* : « *Il coche la liste des vieux problèmes compliqués, et il fait tout ce qu'il peut pour essayer de s'y attaquer. Ce sont des choses qui nous déchirent depuis des années et des générations. Mon sentiment est qu'il ne veut pas quitter ses fonctions sans avoir tout fait pour essayer de les résoudre.* »

Confronté à un bilan intérieur assez décevant (petite réforme de l'assurance santé, hausse des inégalités, aucune législation sur les armes à feu malgré plusieurs tueries...), et à un bilan extérieur en demi-teinte (retrait problématique d'Irak, drones, Guantanamo...), il semble qu'Obama se soit réveillé depuis quelques mois. Son statut de « *lame duck* » (un canard boiteux qui n'a plus rien à perdre), et l'opposition qu'il va rencontrer au Congrès à partir de janvier, l'aiguillonnent pour prendre des décisions plus radicales, qui ne dépendent que de l'exécutif.

Outre cette ouverture vis-à-vis de Cuba, il a aussi lancé un processus de régularisation de plus de cinq millions d'immigrés illégaux, il a passé un accord avec la Chine sur la limitation des gaz à effet de serre, il a annoncé son intention de réguler les émissions énergétiques américaines par décret, et il a refusé de se laisser lier les mains par le Congrès dans ses négociations sur le nucléaire iranien.

Il existe une continuité dans ces décisions : le climat et la relation des États-Unis au monde. C'étaient les deux moteurs souterrains de sa campagne présidentielle de 2008, celle qui avait poussé les jeunes Américains à aller voter bien plus massivement que lors des élections précédentes, et surtout celle qui avait forgé son image d'homme politique progressiste et audacieux. Une image qui a été sérieusement écornée depuis et qu'il s'efforce donc de redresser dans les deux dernières années de son double mandat.

Mais plutôt que de revenir aux grandes proclamations idéalistes de ses débuts, il a choisi de poursuivre le sillon qu'il a tracé, celui du pragmatisme. La normalisation des relations avec Cuba n'est pas un geste si difficile à faire dans le contexte actuel. De même que le choix d'avancer sur la régulation pour lutter contre le changement climatique, maintenant qu'une majorité d'Américains y est favorable. Et si, dans les mois qui viennent, Obama décide d'interdire la construction de l'oléoduc Keystone XL ou de reprendre des relations directes avec l'Iran, ce sera tout aussi calculé : des gestes à forte portée symbolique, faible coût politique et qui rejailliront de manière étincelante sur son bilan.

Si l'on a beaucoup reproché à Obama d'être trop pragmatique et pas assez audacieux dans ses réformes, il entend désormais démontrer, pour sa fin de mandat, que le pragmatisme peut malgré tout faire avancer les choses dans un sens progressiste.